



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ

Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

**Direction Générale de l'OFB
Service de la commande publique**

Site de Vincennes,
25 bis, avenue du Petit Parc - 5/7 square Félix Nadar
« Le Nadar » Hall C - 3^{ème} étage - 94300 VINCENNES

OBJET DE LA CONSULTATION :

**PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES PLANS D'EAU - ECHANTILLONNAGE DE L'ICHTHYOFAUNE ET
DESCRIPTION DE L'HYDROMORPHOLOGIE DES PLANS D'EAU**

MARCHE ORDINAIRE CONCLU SELON LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT

Selon les dispositions législatives et réglementaires
du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 (CCP)
(Articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2, R.2164-4, R.2164-5
R2162-2, R2162-4 2°, R2162-5, R2162-13 et R2162-14)

Marché n° 2024-39

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....	3
1.1. OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2. ALLOTISSEMENT	3
1.3. PROCEDURE, FORME ET MONTANT DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 : DURÉE	4
2.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2. DELAI D'EXECUTION	5
2.3. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.1. LES BONS DE COMMANDE CONTIENNENT :	5
4.2. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
4.3. REMPLACEMENT DES INTERVENANTS.....	6
4.4. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	6
4.5. VERIFICATION ET ADMISSION	7
4.4.1 Opération de vérification :	7
4.4.2 Admission :	7
4.4.3 Présence du titulaire :	7
4.4.4 Ajournement, réfaction, rejet :	7
4.4.5 Garantie(s) des prestations :	7
ARTICLE 5 : PRIX	7
5.1 NATURE DES PRIX.....	7
5.2 CONTENU DES PRIX	7
5.3 REVISION DES PRIX	7
5.4 CLAUSE BUTOIR	8
5.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE	8
ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....	8
6.1 PAIEMENT.....	8
6.2 AVANCE	9
6.3 ACOMPTE	9
6.4 MODALITES DE FACTURATION	9
6.5 CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCE.....	10
6.6 - RETENUE DE GARANTIE	10
ARTICLE 7 : PENALITES.....	10
7.1 CALCUL DES PENALITES	10
7.2 PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	10
ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES.....	11
9.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
9.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais	11
9.1.2 Obligation d'information et de conseil	11
9.2 OBLIGATIONS DE L'OFB	11
ARTICLE 10 : PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	12
ARTICLE 11 : RESILIATION	12
ARTICLE 12 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE.....	12
ARTICLE 13 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	12
ARTICLE 14 : ASSURANCES	12
ARTICLE 15 : DIFFERENDS	13
ARTICLE 16 : DEROGATION AU CCAG-PI.....	13

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1. Objet du marché

Le présent accord-cadre à bons de commande a pour objet l'acquisition de données hydrobiologiques par prélèvements et de données hydromorphologiques par description de la zone littorale et de la berge sur les masses d'eau (plans d'eau) de l'ensemble du territoire de l'hexagone dans le cadre de la mise en œuvre du programme de surveillance défini par l'arrêté du 26 Avril 2022. Il concerne le recueil des données ichtyologiques et morphologiques, y compris les substrats, formations végétales aquatiques, occupation de la ligne de berge et le recueil des données mésologiques associées qui sont majoritairement réalisés sur des stations des réseaux du programme du contrôle de surveillance (RCS) ou de contrôle opérationnel (RCO).

Le détail des prestations est mentionné dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Allotissement

L'accord-cadre est alloté en 15 (quinze) lots, comme présentés ci-dessous (les lots sont détaillés et précisés dans les annexes 1 et 2 du CCTP) :

Concernant l'échantillonnage de l'ichtyofaune

- Lot 1 : Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) et Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) sauf Corse
- Lot 2 : Corse
- Lot 3 : Bretagne-Pays-de-Loire (BPL) et Centre-Val-de-Loire (CVL)
- Lot 4 : Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté (BFC)
- Lot 5 : Haut-de-France (HDF), Ile-de-France (IdF) et Normandie (NOR)
- Lot 6 : Nouvelle Aquitaine (NouvAq)
- Lot 7 : Occitanie

Concernant la description de l'hydromorphologie

- Lot 8 : Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) et Bourgogne-Franche-Comté (BFC)
- Lot 9 : Bretagne-Pays-de-Loire (BPL)
- Lot 10 : Grand-Est
- Lot 11 : Haut-de-France (HDF)
- Lot 12 : Nouvelle Aquitaine (NouvAq)
- Lot 13 : Occitanie
- Lot 14 : Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) sauf Corse
- Lot 15 : Corse

Chaque lot est distinct. Les candidats peuvent présenter une offre pour chaque lot.

1.3. Procédure, forme et montant du marché

La présente consultation est une procédure d'appel d'offres ouvert passée en application des articles L2124-1 et L2124-2 ainsi que R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du CCP¹.

Conformément aux dispositions des articles R2162-4, R2162-13 et R2162-14 du CCP, la consultation porte sur un accord-cadre s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (un par lot).

La durée de validité du bon de commande couvre jusqu'à son exécution.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire (1 attributaire par lot).

Le montant global HT MAXIMUM de l'accord-cadre est de **1.937.000 € HT** sur la durée totale du marché (soit 48 mois).

¹ CCP = Code de la Commande Publique du 1^{er}/04/2019

Sans montant minimum, les montants maximum par lots sont indiqués ci-dessous :

Concernant l'échantillonnage de l'ichtyofaune

N° Lot	Intitulés lots séparés	Montants maximum
1	Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) et Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) sauf Corse	185.000 € H.T
2	Corse	43.000 € H.T
3	Bretagne-Pays-de-Loire (BPL) et Centre-Val-de-Loire (CVL)	255.000 € H.T
4	Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté (BFC)	82.000 € H.T
5	Haut-de-France (HDF), Ile-de-France (IdF) et Normandie (NOR)	130.000 € H.T
6	Nouvelle Aquitaine (NouvAq)	150.000 € H.T
7	Occitanie	125.000 € HT
Tous lots confondus		970.000 € HT

Concernant la description de l'hydromorphologie

N° Lot	Intitulés lots séparés	Montants maximum
8	Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) et Bourgogne-Franche-Comté (BFC)	255.000 € H.T
9	Bretagne-Pays-de-Loire (BPL)	183.000 € H.T
10	Grand-Est	226.000 € H.T
11	Haut-de-France (HDF),	40.000 € H.T
12	Nouvelle Aquitaine (NouvAq)	120.000 € H.T
13	Occitanie	57.000 € H.T
14	Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) sauf Corse	71.000 € HT
15	Corse	15.000 € HT
Tous lots confondus		967.000 € HT

ARTICLE 2 : DURÉE

2.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois fermes à compter du 07/04/2025, date d'effet du présent accord-cadre ou, si elle en est ultérieure, à sa date de notification.

L'accord-cadre se terminera la veille de sa date anniversaire à 23h59.

Le marché pourra être reconduit deux (2) fois par période de douze (12) mois par reconduction tacite et ne pourra dépasser 48 (quarante-huit) mois.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le présent marché sera reconduit automatiquement.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché par la voie d'un courrier recommandé avec avis de réception, trois (3) mois avant sa date anniversaire (date de notification).

2.2. Délai d'exécution

En conformité avec les clauses du CCTP ou d'un éventuel ordre de service, le délai d'exécution du marché est précisé dans le calendrier proposé sur la base du planning d'exécution transmis par le candidat.

2.3. Prolongation du délai d'exécution du marché

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-PI, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement :

- Les circonstances/causes du retard prévu,
- La date de survenance du fait générateur et
- Le délai supplémentaire demandé.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et **réputé connu par le titulaire** ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire.

Le CCAG-PI est téléchargeable sur le site du MINEFI : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du présent C.C.A.P, du C.C.T.P ou CCAG-PI.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées conformément aux dispositions du CCTP.

4.1. Les Bons de commande contiennent :

- la référence du marché : **2024-39** et son **OBJET**
- le **numéro du lot** concerné
- la désignation succincte des prestations attendues, rédigée conformément aux intitulés du BPU (UO) par site concerné (qui définit le lieu d'exécution) ;
- les montants unitaires HT et TTC ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- les références de la Direction Régionale, pilote administratif du lot ;
- les références du service supportant la dépense ;
- les coordonnées
- le nom et les coordonnées du prestataire.

Chaque bon de commande est adressé par courrier électronique ou par courrier postal. Dans ce dernier cas, le titulaire vérifie que toute demande arrivant par courrier est bien une première demande et non une confirmation de courrier électronique.

L'émission des bons de commande se fait jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celles habilités par direction ou entité de l'OFB.

4.2. Lieu d'exécution des prestations

En fonction de leur nature, les prestations décrites dans le CCTP sont effectuées sur les différents sites recensés dans ses annexes 1 et 2. Ces listes pourront être révisées en cours de marché selon les besoins.

Si nécessaire, les réunions physiques se dérouleront dans les locaux de la DR de l'OFB concernée, ou autre site validé avec le titulaire de l'accord-cadre.

4.3. Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations est placée sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire du marché présente dans son offre le(s) référent(s) et l'équipe avec laquelle il exécutera les prestations du marché.

Si le(s) référent(s), nommément désignés, ne sont plus en mesure d'accomplir leur tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de vingt jours calendaires (par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI) à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné ci-dessus.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de vingt jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un nouveau délai de vingt jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur doit être motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-PI.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 32.

4.4. Obligations de confidentialité

Le candidat reconnaît que toutes les informations divulguées pendant la durée de la consultation demeurent la propriété exclusive de l'OFB et, par conséquent, le candidat reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette information confidentielle par l'OFB peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent, le candidat s'engage envers l'OFB afin de protéger ses intérêts, à :

- a) utiliser l'information divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée ;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette information sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet de sa divulgation ;
- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'information à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information.

Tous les documents et informations confiés ou diffusés au prestataire sont confidentiels, le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de sa mission et s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'OFB.

Conformément à l'article 5.1.2 du CCAG-PI, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations relatives à la confidentialité peut entraîner une résiliation pour faute du présent marché.

Si le titulaire venait à devoir utiliser tout ou partie des résultats obtenus dans le cadre du présent marché, il devrait récupérer les données validées mises à disposition sur les sites officiels de diffusion des données publiques (www.eaufrance.fr).

4.5. Vérification et admission

4.4.1 Opération de vérification :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

4.4.2 Admission :

L'admission est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 29.1 du CCAG-PI.

Par dérogation, à l'article 28.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vingt jours calendaires pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Le cas échéant, ce délai de 20 jours passé, le silence du pouvoir adjudicateur vaudra admission, par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI.

4.4.3 Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire des jours et heures pour les vérifications.

Pour l'ensemble des lots du présent marché, des opérations ponctuelles de contrôle sur le terrain pourront être organisées (cf. CCTP 10.3).

4.4.4 Ajournement, réfaction, rejet :

Ces opérations d'ajournement, de réfaction et de rejet s'effectuent conformément aux articles 29.2 à 29.4 inclus.

4.4.5 Garantie(s) des prestations :

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-PI, il n'est pas prévu de durée de garantie pour les prestations.

ARTICLE 5 : PRIX

5.1 Nature des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires. Il est établi en euros.

Les prix sont fixés dans l'acte d'engagement et dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, le BPU (Bordereau de Prix Unitaires) pour chacun des 15 lots.

5.2 Contenu des prix

Les prix renseignés dans l'AE sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, qui frappent obligatoirement les prestations. De même, ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, les frais de courrier, les frais de livraison éventuels, les charges, les fournitures, matériels et sujétions du titulaire. Les prix du titulaire devront comprendre les éventuels frais de déplacement, d'hébergement et restauration.

5.3 Révision des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (*dit « mois 0 » ou « Mo »*).

Les prix sont réputés fermes durant la première (1^{ère}) année d'exécution du marché.

Les prix sont ensuite révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché (*date d'effet ou de notification*).

La révision des prix peut se faire à la baisse comme à la hausse selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (I/I_o)$$

P = Prix révisé

P_o = prix initial tel qu'il figure dans l'acte d'engagement

I = Valeur de l'indice, pour le trimestre précédant la date de révision
I₀ = Valeur de l'indice paru pour le trimestre précédant la date de remise des offres

L'indice applicable est l'Indice SYNTEC.

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire, à l'attention du chef de projet métier. Cette demande doit parvenir à l'OFB **30 jours** avant la date effective de révision des prix, sous réserve que l'indice applicable soit publié. A défaut d'envoi dans le délai, la demande est prise en compte à la prochaine échéance.

En cas de variation de la valeur de l'indice à la baisse, le titulaire ne peut refuser une demande de révision des prix de la part de l'OFB.

Pour la mise en œuvre de ces formules, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec, au maximum, quatre décimales et le coefficient applicable à Po arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultants. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction. **La demande est à envoyer par courriel** au chef de projet désigné par l'OFB.

**OFB
DSUED / SEMA**

**25 bis, avenue du Petit Parc - 5/7 square Félix Nadar
« Le Nadar » Hall C - 3ème étage - 94300 VINCENNES**

Mails : julie.neury-ormanni@ofb.gouv.fr

+ Responsable du lot en DR (annexes 1 et 2 du CCTP remises à la notification)

En effet il s'agit pour le chef de projet de valider la révision proposée et ce sous 30 jours calendaires. La révision dûment validée sera adressée au service commande publique qui la transmettra au service financier au titre des pièces du marché.

Nota : A défaut de remise des éléments du calcul du nouveau prix un mois avant leur prise d'effet, le titulaire doit attendre la prochaine échéance.

5.4 Clause butoir

Les prix sont réputés fermes **durant la première année d'exécution du marché.**

Dans le cadre de la révision des prix, à compter de la 2^{ème} année, l'évolution des prix sera limitée à 3%, l'an.

Ce pourcentage constitue donc un plafond sauf dispositions législatives ou réglementaires, sans la possibilité de contestation de la part du titulaire.

5.5 Clause de sauvegarde

Les prix sont réputés fermes **durant la première année d'exécution du marché.**

Si l'évolution des prix à compter de la 2^{ème} année est supérieure à 3%, l'Office Français de la Biodiversité (OFB) se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date d'application des nouveaux prix, dans les conditions prévues à l'article 12 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

6.1 Paiement

Conformément à l'article R2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant la réalisation des prestations visées par le bon de commande associé.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne (B.C.E) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

6.2 Avance

En application des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 puis de l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique, une avance de 5% est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

En application des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 puis de l'article R. 2191-7 alinéa 3 du Code de la commande publique, le taux de l'avance fixé est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise (PME)².

Conformément à l'article R. 2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

6.3 Acompte

Conformément aux articles R.2192-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, les acomptes pourront être versés (sur présentation de factures) en fonction de l'avancée des prestations comme suit :

- un premier acompte de 20% du montant de la commande après validation du service, fait par le gestionnaire du lot, du calendrier prévisionnel de l'ensemble des sites du bon de commande.
- un deuxième acompte de 30% du montant de la commande après validation du service fait des comptes-rendus de l'ensemble des sites du bon de commande.
- un troisième acompte de 20% du montant de la commande après validation du service fait de l'envoi des données informatisées selon les règles de saisies déterminées par l'OFB.
- enfin le solde correspondant à 30% du montant de la commande après validation du service fait de la remise du rapport d'étude.

Les livrables cités ci-dessus et leur date d'échéance sont précisées dans la partie 8.8 du CCTP.

6.4 Modalités de facturation

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Les factures transmises par voie électronique doivent se conformer aux obligations de l'article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3.

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- n° d'identification TVA ;
- identité de l'acheteur (nom, service, adresse) ;
- la référence du marché et l'objet du marché (n°**2024-39**) ;
- Le numéro du lot concerné ;
- n° du bon de commande valide (sur facture ou dans le champs CHORUS) ;
- la désignation succincte de la prestation exécutée (phase n° ou UO) par site concerné ;
- le montant HT et TTC à payer et annotée en lettre pour les factures manuscrites ;
- Article du CGI (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises) ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

² Telle que définie par la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises.

Consécutivement à une mise en place progressive de la facturation électronique, la dématérialisation des factures devient obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (T.P.E)³ à partir du 1^{er} janvier 2020.

Les factures doivent donc être envoyées **sous forme dématérialisée** via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'O.F.B en tant que destinataire de la facture : **130 025 919 00015** ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : DSUED/SOAD
- Le numéro d'engagement. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/ORD/MILLESIME/XXXXXXX

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

6.5 Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du CCP.

Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

Le Directeur Financier est seul compétent pour fournir les renseignements attendus à :

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE
Madame la Directrice des Finances Adjointe
5 rue de Saint Thibault - Saint Benoist - 78610 AUFFARGIS

6.6 - Retenue de garantie

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 7 : PENALITES

7.1 Calcul des pénalités

Le pouvoir adjudicateur applique des pénalités conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 3000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant servant de base au calcul des pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000 euros.

7.2 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, l'O.F.B, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du

³ Entreprise de moins de 10 salariés (< 10 salariés)

Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'OFB la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par jour ouvré de retard.

En outre, en application d'un décret le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer dès connaissance du travail dissimulé constaté lors d'un contrôle et ce sans mise en demeure, une majoration de 25% du montant du redressement des cotisations et contributions sociales mises en recouvrement.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'OFB peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire dans les conditions prévues l'article 10 (résiliation) du présent cahier des clauses particulières.

ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du CCP.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du Pouvoir Adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du Marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché, le Titulaire doit adresser au Pouvoir Adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du Marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur (DC4).

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du Marché pour faute.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

9.1 Obligations du titulaire

9.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché. Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations définis dans les bons de commande.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCAP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

9.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché subséquent, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

9.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;

- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire.
- Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 10 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions du chapitre 6 (article 32 à 35) du CCAG-PI, relatives à l'utilisation des résultats élaborés dans le cadre du marché, sont applicables.

ARTICLE 11 : RESILIATION

Seules les dispositions du chapitre 7 (articles 36 à 42) du CCAG-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 12 : PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Le titulaire devra produire tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme :

- 1) le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;
- 2) une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de six mois ;
- 3) la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

ARTICLE 13 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 14 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporel ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 : DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 (article 43) du CCAG-PI, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP)⁴ :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS
Télédéc 353 - 75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite⁵.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 16 : DEROGATION AU CCAG-PI

Les dérogations sont les suivantes :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-PI
4.2 - Remplacement des intervenants	3.4.3
4.4.2 - Admission	28.2 et 29
4.4.4 - Présence du titulaire	28.5
4.4.6 - Garantie(s) des prestations	30
7.2 - Pénalités de retard pour retard d'exécution	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3

⁴ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

⁵ <https://www.micist.finances.gouv.fr/>